

# PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme FAUVEL

☎ 87.34.85.30 - FF/LS

RECOMMANDÉ  
avec  
Avis de Réception

Monsieur le Président du Syndicat  
Intercommunal de la Voirie de la  
Subdivision des Ponts-et-Chaussées  
de SAINT-AVOLD  
Mairie de HOMBOURG-HAUT  
57470 - HOMBOURG-HAUT

METZ, le

Monsieur le Président,

Je vous notifie, sous ce pli, en double exemplaire, ampliation de l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-362, en date du 24 juillet 1995 imposant au Syndicat Intercommunal de Voirie de la subdivision des Ponts-et-Chaussées de SAINT-AVOLD des prescriptions techniques pour l'exploitation de la décharge de VALMONT.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par vos soins, conformément aux dispositions de l'article 21.2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau

Raymond FRECHARD

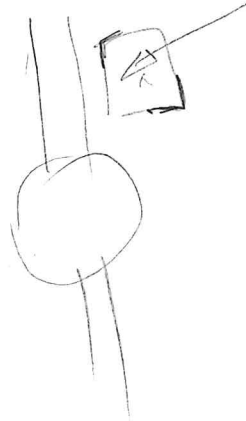
REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité

B.P. 1014 57034 METZ CEDEX

COPIE à

MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL  
DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
15, rue Claude Chappe  
B. P. 5038  
57071 METZ CEDEX 3

Grandjean



METZ, le 26 JUIL. 1995

LE PREFET,

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau

Raymond FRECHARD

Visite Nalmon : projet de lettre au SIVOM signature Préfet (23/8/95)

- 1) niveau piézo nappe (Art 6.1 délai de 2 mois)
- 2) stabilité digues (Art 6.8 1 mois)
- 3) analyse sur le cours (Art 5.1.6. 1 mois)
- 4) indépendance hydraulique entre extension et zone exploitée
- 5) montage des linéaires en STEP et non réaspirés

Abis / 0 recharge  $TN + 3 + 3$  / Niveau route 265 m (NGF) (?)

AP 86

(Akin)

voir plan C 5-271  
et étude hydrogéologique

## A r r ê t e

### Article 1 -

Le Syndicat Intercommunal de la Voirie de la Subdivision des Ponts et Chaussées de SAINT-AVOLD est autorisé à poursuivre l'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de VALMONT aux lieu-dits "ESCH AUF DER NACHWEIDE" et "ESCH AUF DEN GRABEN".

### Article 2 - Emplacement

Les installations seront et resteront établies à l'emplacement et conformément aux dispositions prévues dans les plans et notices joints à la demande d'autorisation initiale, dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

#### 2.1. - Réserves administratives

La présente autorisation est délivrée uniquement au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ; elle ne dispense pas l'exploitant de se conformer aux dispositions prévues par d'autres législations (urbanisme, code forestier ...) ; elle ne préjuge en rien des décisions susceptibles d'être prises par les services chargés de l'instruction des demandes émanant de l'exploitant.

#### 2.2. - Isolement par rapport aux tiers

L'exploitant veillera à informer le Préfet de tout projet de construction dont il aurait connaissance dans un rayon de 200 mètres autour de la décharge.

#### 2.3. - Eloignement des espaces boisés

La distance séparant le bord des alvéoles de tout espace boisé ou en cours de reboisement ne pourra être inférieure à 15 mètres.

# PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme FAUVEL  
☎ 87.34.85.30 - FF/DR



ARRETE

N° 95- AG/2 - 362

en date du 24 JUIL. 1995



imposant au Syndicat Intercommunal de la Voirie de la Subdivision des Ponts et Chaussées de SAINT-AVOLD à HOMBOURG-HAUT des prescriptions techniques pour l'exploitation de la décharge de VALMONT.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 20 juin 1995 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

#### 2.4. - Servitudes

L'utilisation ultérieure du site devra toujours être compatible avec la présence de déchets dans le sous-sol et ne devra en aucun cas remettre en cause l'étanchéité de la couche de couverture finale et la tenue des ouvrages de dérivation des eaux pluviales non contaminées.

#### 2.5. - Délais d'application

Pour les cellules mises en exploitation avant notification du présent arrêté les dispositions techniques qui suivent aux articles ci-dessous seront mises en place dans toute la mesure du possible.

#### 2.6. - Hauteur finale

Conformément au plan des coupes et mouvement n° C6-27 joint au dossier de demande d'autorisation initiale la hauteur finale de la décharge par rapport au terrain naturel ne devra pas excéder 9 m ; néanmoins les déchets pourront être déposés sur la partie actuellement en exploitation (partie Ouest du site) jusqu'au 15 Octobre 1995 seulement et ceci à raison d'une quantité de 3 000 tonnes par mois au maximum.

### TITRE I - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

#### Article 3 - Aménagement de la décharge

##### 3.1. - Alvéoles

L'installation de stockage sera découpée en aires de formes géométriques à 3 ou 4 côtés constituant des petits stockages dénommés "alvéoles".

A tout moment de l'exploitation, la surface de chacune d'elles exposée à l'air libre ne pourra excéder 5 000 m<sup>2</sup>.

Les déchets seront déversés dans les alvéoles qui seront réalisées et réceptionnées avant toute mise en dépôt.

### 3.2. - Préparation des alvéoles

Les alvéoles devront reposer sur un substratum d'une épaisseur minimum de 5 mètres, dont la perméabilité naturelle à saturation sera inférieure à  $1.10^{-6}$  m/sec.

Les flancs de la décharge devront avoir les mêmes caractéristiques que le substratum de fond.

#### 3.2.1. - Le fond des alvéoles

La surface supérieure du substratum, constituant le fond des alvéoles destinées à recevoir les déchets sera convenablement nettoyée, tous les points saillants éliminés. Il comportera un ou plusieurs points bas favorisant la collecte des percolats.

Il sera constitué à partir de la surface supérieure du substratum vers le haut, de 0,10 à 0,30 mètres correctement compacté, sur lesquels seront superposés :

- un géotextile antipoinçonnement inférieur
- une membrane d'étanchéité chimiquement compatible avec les déchets stockés
- un géotextile antipoinçonnement supérieur
- un lit de sable, surmonté d'un lit de matériau drainant chimiquement compatible dans lequel chemineront des drains de 150 mm de diamètre minimum, qui collecteront les percolats.

Ce système de drainage (lits de sables, de matériau drainant et les drains) acheminera les lixiviats vers au moins deux points bas où seront installés des puits de captage des jus (1 puits pour 2 000 m<sup>2</sup> maximum de fond d'alvéole).

Chaque fond d'alvéole présentera en tout point une pente minimum de 2 % dirigée vers l'un des points bas.

#### 3.2.2. - Les flans des alvéoles

Les digues seront calculées et mises en oeuvre de façon à ne pas altérer les caractéristiques mécaniques de la géomembrane.

Les digues séparant les alvéoles entre elles devront être constituées à leur base d'un palier d'une hauteur garantissant l'indépendance hydraulique des alvéoles et compte tenu de l'équilibre hydraulique de la décharge, ce palier sera entièrement recouvert par la géomembrane.

La pente maximum de la géomembrane sur talus ou flans de digue ne sera pas supérieure à 2 horizontales pour une verticale. Si cette pente est supérieure sans pouvoir dépasser 1/1, un ancrage intermédiaire de la géomembrane sera exigé.

Les flans intérieurs des digues et talus situés en périphérie de la décharge seront convenablement nettoyés de tout point saillant et revêtus d'une membrane d'étanchéité posée sur géotextiles antipoinçonnement inférieur et supérieur le tout protégé des agressions mécaniques par une couverture en matériaux appropriés sur une épaisseur suffisante.

### **3.2.3. - Rampes d'accès**

Chaque alvéole sera accessible par une rampe d'accès qui devra être constituée de telle sorte qu'elle n'altère pas l'étanchéité du fond et des digues des alvéoles ni les systèmes de drainage ou de collecte des gaz mis en place. Ces rampes d'accès permettront le remplissage des alvéoles, la hauteur de déversement ne pourra excéder 2 mètres.

### **3.3. - La géomembrane**

La géomembrane choisie devra être chimiquement compatible avec la nature des déchets stockés et mécaniquement résistante au regard des contraintes géotechniques du site.

### **3.4. - Les puits de captage des lixiviats**

Les puits de captage des lixiviats devront être constitués par des anneaux superposés en béton armé. Leur diamètre intérieur sera d'au moins un mètre.

### **3.5. - Le réseau de drainage interne**

Eau : l'ensemble du réseau de drainage sera dimensionné de façon à permettre une vidéo-inspection afin de contrôler son fonctionnement à court et à long terme, et d'assurer son entretien.

Ce réseau de drainage sera dans chaque alvéole composé d'un ou plusieurs collecteurs principaux, rectilignes, d'une géométrie la plus simple possible, et de collecteurs secondaires raccordés aux collecteurs principaux.

Le système drainant de fond d'alvéoles sera conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant sur la géomembrane ne puisse dépasser 0,5 mètre.

Le système drainant à partir du fond de l'installation vers le haut se composera :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal d'un diamètre minimum de 0,15 m afin de faciliter l'écoulement et permettre la vidéo-inspection
- d'une couche drainante composée de matériaux d'une perméabilité supérieure à 1.10<sup>-4</sup>m/s préalablement lavés d'une épaisseur minimum de 0,50 m (mesure prise perpendiculairement à la pente)
- d'une couche filtrante constituée d'un matériau granulaire fin. Cette couche sera dimensionnée de manière à filtrer le passage vers la couche drainante des fines en provenance des déchets qui pourraient gêner le passage et l'écoulement des lixiviats.

Les flans de l'installation de stockage seront équipés d'un dispositif drainant facilitant le cheminement des lixiviats vers le fond. L'exploitant informera l'Inspecteur des Installations Classées de la constitution du système de drainage mis en place sur les flancs.

Des structures drainantes intermédiaires pourront être installées dans la masse des déchets afin de diriger plus aisément les lixiviats vers le fond de décharge.

#### Gaz :

Les alvéoles contenant de la matière organique devront être équipées d'un réseau de drainage des émanations gazeuses, conçu et dimensionné de façon à capter en permanence et en totalité le biogaz, ainsi que de le transporter vers une station de valorisation ou de destruction.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux alvéoles dont l'exploitation est achevée.

#### Puits verticaux :

Des puits seront montés par progression au fur et à mesure de l'exploitation. Si nécessaire des puits complémentaires devront être réalisés par forage dans la masse des déchets, en fin d'exploitation d'alvéole.

Ces éventuels forages ultérieurs devront être équipés de tubes crépinés et l'espace annulaire interstitiel sera comblé par des granulats non calcaire permettant un drainage des flux gazeux.

Les puits, dans l'attente de leur raccordement à une installation de valorisation ou de combustion centralisée seront surmontés de torchères individuelles permettant une combustion des gaz à une température de 850° pendant 0,6 seconde.



### Drains horizontaux :

Le dégazage par les puits pourra être complété par un réseau de drains horizontaux convergeant vers les puits, placés dans la masse des déchets et/ou sous la couverture.

La tête de réseau ou puits d'extraction sera équipée d'un robinet de fermeture étanche avec réglage du débit, d'un point de mesure et de contrôle du débit, mesure de température et dépression et prise d'échantillon.

Les têtes de réseau seront reliées au collecteur de gaz.

#### - Collecteurs et conduites de transport

Seront dimensionnés compte tenu des pertes de charges. Leur diamètre sera au minimum de 0,15 mètres. Ils devront permettre l'écoulement des condensats vers des points de purge.

#### - Destruction du gaz

La conception des torchères devra prendre en compte les critères suivants :

- flamme non apparente
- réallumage automatique
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de brûlage
- coupure d'arrivée de gaz à fermeture rapide en cas de défaut de fonctionnement
- dispositif d'arrêt de flamme
- contrôle de la flamme
- régulation possible de la combustion.

L'ensemble du système devra être réalisé en matériaux résistants et adaptés à l'usage prévu.

### **3.6. - Pente des digues périphériques**

Les digues périphériques de la décharge (extérieur) seront munies d'un système de drainage latéral, et constituées en gradins ou de tout procédé équivalent de nature à empêcher la dégradation par érosion. Le palier de base de digue périphérique présentera une pente maximum de 2 pour 1 (2 base 1 hauteur) et une hauteur maximum de 5 mètres. Ensuite, après un palier intermédiaire, la pente sera au maximum de 1 pour 1.

### **3.7. - Fossés et drains extérieurs au site**

Afin de maîtriser une éventuelle alimentation en eau par une nappe souterraine ou des écoulements de surface, une tranchée drainante sera mise en place en limite amont du site, et sur les côtés des fossés de collecte des eaux pluviales intérieures et extérieures du centre.

Les eaux extérieures au site et collectées par le réseau de drainage seront dirigées vers le milieu naturel.

Par ailleurs les eaux de ruissellement transiteront par un fossé de collecte aménagé de façon à pouvoir effectuer des prélèvements.

### 3.8. - Clôture de la décharge

L'installation sera clôturée sur une hauteur de 2 mètres par un grillage métallique sur supports métalliques.

Une plantation constituée par un rideau d'arbres ou feuillage persistant sera réalisée en doublement de clôture afin de masquer l'installation aux vues extérieures.

### 3.9. - Accès

Un accès principal et unique devra être aménagé pour des conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Toutes les issues ouvertes devront être gardées ou surveillées pendant les heures d'exploitation. Elles seront fermées à clef en dehors de ces heures.

Un panneau de signalisation placé à proximité immédiate de l'entrée principale, en matériaux résistant portera les prescriptions suivantes :

- installation classée pour la protection de l'environnement
- l'identification de l'installation de stockage
- n° et date d'arrêté préfectoral d'autorisation
- raison sociale et adresse de l'exploitant
- jours et heures d'ouverture de l'installation
- interdiction d'accès à toute personne non autorisée
- n° de téléphone de la gendarmerie.

### 3.10. - Circulation à l'intérieur du site

La propreté des voies de circulation interne et en sortie de l'installation devra être en permanence assurée par l'exploitant.

Une aire d'attente intérieure sera aménagée pour permettre le contrôle des chargements.

### 3.11. - Pont bascule

Afin de connaître le tonnage des déchets admis, un pont bascule de 50 tonnes minimum muni d'une imprimante sera installé à l'entrée de la décharge.

### 3.12. - Stockage des carburants

Le stockage des carburants nécessaires aux engins de chantier doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

Toute citerne, cuve, récipient, stockage de produits ou bain, doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p.100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p.100 de la capacité globale des réservoirs associés.

## Article 4 - Exploitation

### 4.1. - Gardien

Un local de gardiennage devra être implanté à l'entrée de la décharge. Un gardien assurera le contrôle de tous les mouvements pendant les heures d'ouverture du site.

Ce gardien devra être compétent en matière de contrôle de déchets. Si nécessaire l'exploitant lui assurera une formation professionnelle adéquate.

A la demande de l'Inspecteur des installations classées l'exploitant devra pouvoir justifier de la formation dudit gardien.

### 4.2. - Condition de réception et d'admission des déchets

Les déchets susceptibles d'être stockés sont :

- les déchets ménagers triés ou non, et les déchets reconnus comme assimilables aux ordures ménagères.

L'ensemble de ces déchets sont admissibles sur la décharge jusqu'au 1er Juillet 2002. A cette date cette décharge sera fermée et remise en état conformément au réaménagement final prescrit par le présent arrêté.

#### 4.2.1. - Déchets admissibles

Ces déchets sont les suivants :

- ordures ménagères,
- déchets ménagers encombrants,
- déblais et gravats non souillés par des substances toxiques ou polluantes,
- déchets commerciaux, artisanaux ou industriels banals assimilés aux ordures ménagères,
- déchets agricoles ne présentant pas de danger pour la santé humaine ou l'environnement,
- boues de l'assainissement urbain si leur teneur en eau est inférieure à 70 %.

Ces déchets peuvent être admis sur la décharge sans analyse, toutefois un contrôle visuel devra être pratiqué à l'entrée et au déchargement, en cas de doute l'exploitant procédera à un examen plus approfondi. Les déchets non acceptables et non parfaitement identifiables seront refoulés.

#### 4.2.2. - Réception des déchets

##### - Contrôles à la réception des déchets

L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes mises à jour seront tenues à disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Les contrôles des déchets entrant sur le site sont obligatoires.

Le véhicule de livraison sera mis en attente et son chargement ne sera réceptionné qu'après réalisation des contrôles jugés conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Sur chaque chargement entrant sur le site il sera procédé au moins aux contrôles ci-après :

- nature, quantité, origine des déchets
- contrôle visuel du chargement à l'entrée du site et au déchargement.

Un registre sur lequel seront portés pour toutes les livraisons les résultats des contrôles ainsi que les anomalies constatées au cours des réceptions sera tenu à jour.

#### 4.3. - Refus de déchets

Tout refus de déchets devra être signalé à l'Inspecteur des installations classées. A cet effet l'exploitant précisera par écrit la nature, l'origine du déchet en cause, l'identité du transporteur et le motif du refus.

#### 4.4. - Comptabilité des déchets

L'exploitant tiendra à jour un registre d'entrée. Chaque admission ou refus de prise en charge fera l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité du déchet, les modalités de transport et/ou l'identité du transporteur.

Il mentionnera également le lieu du stockage (emplacement de l'alvéole).

Le registre d'exploitation sera tenu à disposition de l'Inspecteur des installations classées.

L'exploitant établira pour chaque trimestre calendaire un état récapitulatif de l'ensemble des déchets résultant de l'activité de la décharge ainsi qu'un bilan annuel.

#### 4.5. - Interdiction

Aucun déchet ne pourra être entreposé dans une alvéole avant que les opérations de préparation visées au titre I article 3 aménagement de la décharge, ne soient réalisées.

Aucun déchet ne pourra être entreposé en dehors des alvéoles, même provisoirement.

Les catégories de déchets suivantes ne pourront en aucun cas être admis sur le site du fait de leurs caractéristiques chimiques et physiques :

- tous les déchets autres que ceux visés à l'article 4 du présent arrêté
- tous les déchets explosifs, inflammables et radioactifs,
- les déchets hospitaliers contaminés, les déchets infectieux ou anatomiques, et les issues d'abattoirs
- les déchets liquides, même en récipients clos
- les pneumatiques non déchiquetés à l'exception de ceux destinés à une utilisation géotechnique sur le site.

#### 4.6. - Modalités d'exploitation

Dès leur arrivée les déchets sont déposés en couches minces et compactés. Ils sont recouverts de terre en tant que de besoin pour éviter des nuisances.

L'exploitant devra disposer sur le site d'un nombre de compacteur-épandeur lui permettant d'assurer l'épandage et le compactage au jour le jour des déchets livrés sur le site.

Les heures de fonctionnement de ces matériels seront notées journallement sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Les matériels d'épandage et de compactage utilisés devront avoir les caractéristiques (puissance, pression au sol) nécessaires à la bonne exploitation du site.

En cas de panne le matériel de remplacement nécessaire et similaire devra pouvoir être mis en oeuvre sous douze heures.

### Article 5 - Prévention des nuisances

#### 5.1. - Eaux

##### 5.1.1. - Eaux extérieures au site

Les eaux souterraines et de surface, présentes à l'amont hydraulique de la décharge seront drainées et collectées par une tranchée drainante puis rejetées dans le milieu naturel. En aucun cas elles ne pourront être mélangées aux eaux de ruissellement ou aux eaux de percolation polluées du site.

##### 5.1.2. - Eaux de ruissellement du site

Elles seront collectées et évacuées de façon à ne pas atteindre les dépôts de déchets.

#### 5.1.3. - Rejet de ces eaux

Les eaux de ruissellement du site seront rejetées dans le milieu naturel dans des conditions telles que toute pollution notamment par les matières en suspension, les hydrocarbures et les matières organiques soit évitée.

#### 5.1.4. - Les lixiviats

Ils seront collectés par l'intermédiaire des puits mis en place dans chaque alvéole dès que le niveau hydraulique fixé à l'article 3 du présent arrêté sera dépassé.

#### 5.1.5. - Traitement des lixiviats

Les lixiviats seront dirigés et traités dans un site apte à les recevoir. Pour cela, l'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées les résultats des analyses qui seront effectuées sur les lixiviats. En fonction de ces résultats sera défini le site retenu pour ce traitement, ainsi que les quantités et les dates de livraison de ces lixiviats au site de traitement.  
L'aspersion du site avec les lixiviats est interdite.

La convention établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station de traitement des lixiviats sera communiquée à l'Inspecteur des installations classées.

#### 5.1.6. - Traitement des eaux contenues dans l'extension Est

Avant de recevoir des déchets, l'extension Est doit être aménagée et d'abord être vidée des eaux qu'elle contient.

Une ou plusieurs analyses reprenant les paramètres cités à l'article 6.2 seront effectuées sur ces eaux. Les résultats seront transmis au service chargé de la police des eaux qui décidera de leur destination (station d'épuration ou milieu naturel).

#### 5.2. - Air

Tout brûlage de déchet à l'air libre est interdit.

Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour éviter les envois, ainsi que la dispersion des poussières en particulier, en saison sèche les voies de circulation devront être entretenues et arrosées en tant que de besoin.

Le biogaz sera capté en vue de sa valorisation ou de sa combustion.

### 5.3. - Bruits

Les opérations bruyantes sont interdites entre 20 heures et 7 heures. Toutes les dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage. Les engins équipés de moteurs à combustion interne autres que les véhicules automobiles soumis au Code de la Route devront respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions du décret n° 69-380 du 18 Avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au Code de la Route circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes au Code de la Route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier à l'exception de ceux utilisables pour des raisons de sécurité.

### 5.4. - Rongeurs, insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures de produits nécessaires ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée seront maintenues à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pendant une durée de 1 an.

La démoustication du site sera effectuée en tant que de besoin.

### 5.5. - Incendie, hygiène

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, l'exploitant devra disposer en permanence d'une quantité de matériau de couverture de 100 m<sup>3</sup>.

Cette réserve sera uniquement réservée à la lutte contre l'incendie et ne sera pas confondue avec celle qui est nécessaire à l'exécution régulière de la couverture.

Les locaux et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

La réglementation relative aux mesures d'hygiène concernant l'exploitation d'un stockage de déchets sera respectée.

### 5.6. - Récupération

Le chiffonnage est interdit sur la décharge.

Toute éventuelle récupération organisée par l'exploitant, ne pourra être autorisée qu'après demande préalable adressée au Préfet.



### 5.7. - Entrée sur la décharge

L'entrée de la décharge sera interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant. Cette interdiction sera affichée d'une manière bien visible.

## Article 6 - Autosurveillance et contrôles

### 6.1. - Des eaux souterraines

Sous la conduite d'un hydrogéologue, l'exploitant installera aux abords du site dans le délai de 2 mois après la publication du présent arrêté, un réseau de piézomètres de contrôle des eaux souterraines situés en amont et en aval hydraulique de la décharge.

Des analyses semestrielles des eaux de ces piézomètres, à la charge de l'exploitant seront réalisées par un laboratoire agréé et porteront sur :

- |                              |                   |                    |      |
|------------------------------|-------------------|--------------------|------|
| - pH                         | - $\text{DBO}_5$  | - Ni               | - Pb |
| - conductivité               | - $\text{DCO}$    | - $\text{Zn}^{6+}$ | - Hg |
|                              | - COT             | - $\text{Cr}^{6+}$ |      |
| - potentiel d'oxydoréduction | - $\text{NH}_4^+$ | - Cd               |      |
| - cyanures                   |                   | - Fe               |      |

Une analyse semblable sera effectuée sur les eaux issues du drainage amont.

### 6.2. - Eaux superficielles

Une analyse au minimum trimestrielle sera réalisée sur les eaux de ruissellement du site et les eaux extérieures avant rejet dans le milieu naturel ; elle portera sur :

- |                  |                   |
|------------------|-------------------|
| - $\text{DBO}_5$ | - $\text{NH}_4^+$ |
| - $\text{DCO}$   |                   |
| - MES            | - $\text{NO}_3^-$ |
| - PH             |                   |
| - conductivité   |                   |

En plus chaque année une analyse semblable à celles effectuées sur l'eau des piézomètres sera également réalisée sur ces eaux.

Le cours du ruisseau actuellement canalisé sous la décharge sera dévié afin qu'il ne passe plus dans le périmètre d'exploitation.

### 6.3. - Biogaz

L'exploitant procédera une fois par an à une analyse des émissions gazeuses au niveau de la tête de réseau, et déterminera les paramètres suivants : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, N, O<sub>2</sub>.

Les résultats de toutes les analyses eau-air seront communiqués à l'Inspecteur des installations classées.

L'Inspecteur pourra faire effectuer en tant que de besoin, à la charge de l'exploitant par des laboratoires agréés, toutes les analyses complémentaires nécessaires relatives à l'exploitation du site.

### 6.4. - Rapports à l'Inspection des Installations Classées

Annuellement, l'exploitant fait parvenir à l'Inspecteur des installations classées un rapport contenant l'ensemble des résultats portant sur la surveillance du site.

Les éléments contenus concernent :

- un récapitulatif des déchets admis sur le site ;  
ce document donne par producteur :
  - . l'origine des déchets ;
  - . nature des déchets et le classement selon la nomenclature des déchets ;
  - . la quantité (exprimée en tonnes) ;
  - . le transporteur ;
  - . le lieu de stockage et le numéro d'alvéoles ;
- un récapitulatif des déchets refusés précisant les raisons du refus et leur provenance ;
- le plan d'exploitation à jour à la demande de l'Inspecteur des installations classées, d'une série de coupes ;
- un rapport photographique concernant l'ensemble des aménagements effectués dans les alvéoles (membrane, drains, puits).

Plus généralement, l'exploitant présentera dans ce rapport tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation de stockage et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Par ailleurs un récapitulatif semestriel concernant l'ensemble des contrôles analytiques effectués sur le site sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées.

**6.5. - Organismes de contrôles**

L'ensemble des organismes qui effectueront les prélèvements d'eau et de gaz, les analyses, les contrôles de l'aménagement des alvéoles, le contrôle de la perméabilité de la couverture, les études concernant la réalisation des ouvrages (digues, tranchées drainantes, piézomètres, ...) seront choisis en accord avec l'Inspecteur des installations classées.

**6.6. - Contrôles inopinés**

Les prélèvements et analyses prescrits dans le présent arrêté pourront être inopinés et réalisés à l'initiative de l'Inspecteur des installations classées. Leur coût est supporté par l'exploitant.

Ils sont réalisés sur la base d'une convention, approuvée par l'Inspecteur des installations classées, entre l'exploitant, et les laboratoires.

Cette convention sera signée dans un délai de 3 mois après notification de l'arrêté.

**6.7. - Contrôles supplémentaires**

En plus des contrôles prescrits par le présent arrêté l'Inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à tout prélèvement ou analyse qui lui paraîtrait nécessaire, notamment en cas de constatation d'une dégradation de la qualité des eaux de ruisseau ou des eaux de nappe.

#### 6.8. - Plans d'exploitation

Un plan et des coupes permettant de préciser clairement l'intégration du site dans l'environnement devra être présenté dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté.

Un plan d'exploitation à l'échelle, du site (à jour avec cartouche référencé) sera établi par le demandeur, ce plan sera disponible en permanence sur l'exploitation. Sur le plan figureront :

- le périmètre autorisé du site
- le périmètre autorisé de mise en place des déchets
- les localisations et les numéros des alvéoles ou casiers
- les localisations, les numéros des puits de captage des lixiviats et des puits de captage du biogaz
- le tracé des différents drainages (existants et projetés)
- les voies de circulation
- les plateformes de déchargement, rampes d'accès et quais de déchargement
- les coupes Est-Ouest et Nord-Sud du site
- toutes indications nécessaires à la représentation sur plan de l'exploitation.
- le numéro de l'alvéole ou du casier
- le tracé du réseau de drainage des lixiviats
- le tracé du réseau de drainage des gaz
- le repérage des puits de captage des lixiviats
- les coupes laissant apparaître les caractéristiques de l'alvéole ou casier : pente du fond de casier, pente et forme des digues ...
- la surface du casier
- la hauteur de déchets à enfouir
- le volume de déchets à enfouir.

L'exploitant adressera à l'Inspecteur des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté une note prévoyant le déroulement de l'exploitation.

Cette note sera accompagnée des coupes Est-Ouest et Nord-Sud et des plans faisant apparaître le déroulement de l'exploitation par niveaux.

Seront joints à cette note, un plan et des coupes cotées, du réaménagement final du site. Les équipements restant en place après fermeture de la décharge figureront sur ce plan.

Il sera affecté un numéro par ordre croissant à chaque alvéole ou casier par ordre de remplissage.

L'exploitant justifiera par étude réalisée par un bureau spécialisé de la stabilité des digues périphériques.

## TITRE II - AMENAGEMENT FINAL ET PERIODE POST EXPLOITATION

### Article 7 - Réaménagement final

La zone de dépôt est réaménagée au fur et à mesure de l'exploitation. Les cotes finales des dépôts et les profils après réaménagement seront conformes aux dispositions du présent arrêté et au plan de réaménagement cité à l'article 6.8.

Pour la partie Ouest du site le réaménagement devra être effectué afin d'obtenir une hauteur régulière de déchets par rapport au terrain naturel ceci afin de diminuer les hauteurs de déchets en place.

Afin de compenser les affaissements non uniformes de la zone de dépôt la couverture finale devra pouvoir être reprise de façon à toujours présenter une pente minimum de 5 % dirigée vers l'extérieur du site.

La couverture du site aura une structure finale multicouche avec au minimum (du haut vers le bas) :

- une épaisseur de terre végétale de 0,50 mètre minimum permettant une évapotranspiration maximum, ainsi qu'une croissance normale des plantations de réaménagement ;
- un niveau drainant qui permettra l'écoulement correct des eaux ;
- un écran imperméable pouvant être composé de 0,5 mètre d'argile compactée  $K = 10^{-9}$  m/s
- une couche de couverture des déchets en terre sur une épaisseur minimum de 0,30 m.

Les zones réaménagées sont engazonnées et, ou plantées de plantes arbustives dont les racines ne devront pas percer l'étanchéité de la couverture finale.

L'exploitant installera les dispositifs permettant la collecte des eaux de ruissellement issues des zones de couverture réaménagées de manière à les éloigner des zones en exploitation et à les évacuer dans le réseau cité à l'article 6.1. ; au besoin, il implante des réseaux provisoires de collecte.

Après réaménagement d'un casier, la décharge fera l'objet d'un relevé topographique. L'exploitant établira un plan de récolement des installations qu'il fournira à l'Inspecteur des installations classées.

## Article 8 - Surveillance post-exploitation

Un arrêté complémentaire fixera les conditions de surveillance, notamment :

- la durée de surveillance d'un minimum de 10 ans qui ensuite pourra être allégée ou arrêtée si les résultats témoignent d'un inertage des déchets ;
- le captage et le traitement des gaz ;
- le traitement des lixiviats ;
- le contrôle des rejets d'eau et des eaux souterraines ;
- le suivi de l'évolution topographique du site ;
- la clôture, la surveillance, l'entretien des ouvrages du site et de la végétation.

## DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 9 - Changement d'exploitant - cessation d'activité

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le service des installations classées de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois. Avant son abandon, le site devra être remis en état.

### Article 10 - Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées de même que les prescriptions préventives édictées par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

### Article 11 - Infractions aux dispositions de l'arrêté - durée de validité de l'autorisation

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### Article 12 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VALMONT et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée au conseil municipal de la commune de VALMONT.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### Article 13 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

#### Article 14 -

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir le jour où le présent arrêté a été notifié.

#### Article 15 - Exécution de l'arrêté

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
M. le Sous-Préfet de FORBACH,  
M. le Maire de VALMONT,  
MM. les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ, le 24 JUIL. 1995

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général.

A. THIRION

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau

R. FRECHARD

17/8/95

Haut de Volmont

M. le Maire

Commune de Volmont en appel contre ~~M. le~~ Knaemer - actuellement  
" " " s'était porté partie civile - mais déboute

Volmont fait partie du Syndicat

création d'une CLI

Voir le texte

(faire fax à  
M. le Maire de  
Volmont!)

Responsable : M. Toucher Jean